
Martin Riegl

est enseignant à l'Université Métropolitaine de Prague
et rédacteur en chef de la revue *Přítomnost/The New Presence*

La social-démocratie tchèque : succès, défis, problèmes

Quand le dirigeant du Parti démocrate citoyen – le plus important parti (de droite) – déclara lors d'une réunion à huis-clos « Nous ne pouvons pas tout leur [les électeurs] dire avant les élections, sinon ils ne voteraient pas pour nous », il mit en relief un aspect important de la vie politique tchèque. Le potentiel électoral des sociaux-démocrates (CSSD) est d'un tiers supérieur à celui de son rival principal de droite, les démocrates civiques (ODS). Par conséquent, du fait de cette position avantageuse, les sociaux-démocrates devraient logiquement l'emporter à chaque élection ; or dans les faits, il n'en est rien.

Les deux partis ont en commun d'être chacun en tension permanente à cause d'un problème essentiel de leur programme. Le CSSD batit ses plateformes électorales sur la crédibilité, ce qui d'après les sondages, est important aux yeux des électeurs. Toutefois, il peine à les mettre en oeuvre sur le long terme, dans la mesure où ces programmes

sont gourmands en ressources économiques (et pas seulement en période de crise). L'ODS, qui s'appuie sur les valeurs de liberté et de pluralisme, doit affronter un autre problème. Il bénéficie sur une base stable de 15 à 20 % de l'électorat, cependant il ne parvient pas à attirer les électeurs du centre et les indécis.

Les caractéristiques du système partisan tchèque

La société tchèque est une société très homogène au sein de laquelle le seul clivage dominant est celui qui oppose les propriétaires aux salariés. Le système politique, que l'on pourrait définir comme un système modéré à plusieurs partis, est de plus en plus structuré par l'influence grandissante de deux partis principaux (l'un de gauche, l'autre de droite), allant de pair avec l'affaiblissement progressif des partis du centre. À droite de l'échiquier politique, l'ODS domine, accompagné d'un petit parti conser-

vateur s'adressant à l'électorat urbain libéral – lors des élections précédentes l'ODA¹, l'US-DEU² et les verts, lors des prochaines élections, TOP 09 –, et des chrétiens-démocrates. À gauche de l'échiquier politique, la situation semble plus simple mais est, paradoxalement, bien plus compliquée. À côté du CSSD, on trouve en effet un parti communiste (KSCM), le seul issu de l'ancien bloc communiste de l'Europe de l'Est et du centre à ne pas s'être transformé en parti social-démocrate de type occidental (hormis peut-être le cas de la Moldavie).

La société tchèque est une société très homogène au sein de laquelle le seul clivage dominant est celui qui oppose les propriétaires aux salariés. Le système politique, que l'on pourrait définir comme un système modéré à plusieurs partis, est de plus en plus structuré par l'influence grandissante de deux partis principaux (l'un de gauche, l'autre de droite), allant de pair avec l'affaiblissement progressif des partis du centre.

La Constitution prévoit une chambre basse du Parlement composée de 200 sièges. Par conséquent, une majorité parlementaire de 101 élus est nécessaire afin de former un gouvernement. Pendant longtemps, la présence de partis extrémistes de droite comme de gauche, ainsi que de partis « anti-système » a restreint la capacité du Parlement à établir des coalitions parlementaires ou gouvernementales. Entre 1996 et 2006, les coalitions se sont appuyées sur un nombre de députés allant de 160 à 174. Les tableaux qui suivent reviennent sur la théorie des coalitions. Pour résumer les choses simplement, partons du présupposé suivant : le but des responsables politiques est de former une coalition majoritaire ou une coalition reposant

sur des liens idéologiques entre les partis. À cela s'ajoute le fait que les partis politiques n'agissent pas toujours de manière unitaire et que des coalitions plus larges avec d'autres partenaires ne sont pas toujours possibles en raison par exemple de la politique étrangère (notamment lorsqu'il est question de l'attitude à adopter face à l'Union européenne). Une coalition des deux partis principaux n'est pas acceptable pour la majorité des électeurs, de même que la création d'une majorité trop large qui, en plus de renforcer radicalement les communistes, serait paralysée par de grandes divergences programmatiques. Par conséquent, l'établissement d'une coalition majoritaire cohérente idéologiquement est plutôt compliqué. Si l'on analyse cet état de fait sous l'angle du modèle américain, dans lequel les cas des coalitions trop larges ou minoritaires correspondent pour les partis à une situation qui s'écarte d'un idéal dans lequel l'objectif est de maximiser les profits et minimiser les pertes, alors la condition nécessaire à la création d'une coalition majoritaire (101 mandats sur 200) est de s'assurer de disposer de 160 à 174 mandats, ce qui réduit de manière significative la possibilité de créer une majorité stable (voir résultats des élections).

Une concurrence réduite ou le problème communiste

À l'examen de ces résultats électoraux, on voit bien, en comparant le nombre de coalitions gouvernementales possibles et la réalité de celles qui ont été établies, tout le problème du parti qui remporte les élections. Il est en effet clair qu'il est pratiquement impossible de créer une coalition majoritaire idéologiquement cohérente. Les experts de la théorie des coalitions s'appuient sur l'hypothèse que les partis agissent de manière unitaire, hypothèse empiriquement fautive dans le cas tchèque. Les dirigeants politiques s'efforcent plutôt d'établir des coalitions qui leur permettent de conserver leur position (de leader) du parti tout en ne menaçant pas l'unité du parti en interne quitte à prendre le

Résultats des élections en 1996

Parti / nombre de mandats dans la chambre basse du Parlement tchèque

ODS / 68 - ČSSD / 61 - KDU-ČSL (chrétiens-démocrates) / 18 - ODA / 13 - KSČM / 22 - SPR-RSČ (Parti républicain tchèque/parti d'extrême-droite) / 18

Majorité potentielle (nombres de mandats / raison pour laquelle la coalition n'a pas été formée ; en italique la coalition qui a été formée)

ODS-ČSSD / 129 / inacceptable pour les deux partis principaux

ODS-KDU-ČSL-ODA / 99 / coalition minoritaire mise en place

ODS-KDU-ČSL-SPR-RSČ / 104 / inacceptable en raison du caractère extrémiste du SPR-RSČ

ODS-KDU-ČSL-KSČM / 108 / inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM

ODS-KSČM-SPR-RSČ / 108 / inacceptable en raison des caractères post-totalitaire du KSČM et extrémiste du SPR-RSČ

ČSSD-KDU-ČSL-ODA-KSČM / 114 / inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM

ČSSD-KDU-ČSL-KSČM-SPR-RSČ / 117 / inacceptable en raison des caractères post-totalitaire du KSČM et extrémiste du SPR-RSČ

ČSSD-KDU-ČSL-ODA-SPR-RSČ / 110 / inacceptable en raison du caractère extrémiste du SPR-RSČ

Résultats des élections en 1998

Parti / nombre de mandats dans la chambre basse du Parlement tchèque

ODS / 63 - ČSSD / 74 - KDU-ČSL / 20 - US / 19 - KSČM / 24

Majorité potentielle (nombres de mandats / raison pour laquelle la coalition n'a pas été formée ; en italique la coalition qui a été formée)

ODS-ČSSD / 137 / gouvernement minoritaire du ČSSD avec soutien législatif de l'ODS

ODS-KDU-ČSL-US / 102 / inacceptable pour l'US, qui a scissionné de l'ODS en raison de problèmes liés au financement de l'ODS

ODS-KDU-ČSL-KSČM / 107 / inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM

ODS-US-KSČM / 106 / inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM

ČSSD-US-KDU-ČSL / 113 / inacceptable pour l'US en raison de l'orientation trop à gauche du ČSSD

ČSSD-KDU-ČSL-KSČM / 118 / inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM

ČSSD-US-KSČM / 117 / inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM

Résultats des élections en 2002

Parti / nombre de mandats dans la chambre basse du parlement tchèque

ODS / 58 - ČSSD 70 - KDU-ČSL, US-DEU / 23, 8 (alliance pendant la période électorale, mais formation de deux groupes parlementaires indépendants) - KSČM 41

Majorité potentielle (nombres de mandats, raison pour laquelle la coalition n'a pas été formée, en italique la coalition qui a été formée)

ČSSD-ODS / 128 / inacceptable pour les deux partis en raison des potentielles pertes d'électeurs)

ČSSD-KDU-ČSL-US-DEU / 101 (mise en place principalement pour finaliser l'adhésion de la République Tchéque à l'UE)

ČSSD-KSČM / 111 (inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM)

ODS-KSČM-KDU-ČSL / 122 (inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM)

ODS-KSČM-US-DEU / 107 (inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM)

Résultats des élections en 2006

Parti / nombre de mandats dans la chambre basse du Parlement tchèque

ODS / 81 - ČSSD / 74 - KDU-ČSL / 13 - KSČM / 26 - SZ / 6

Majorité potentielle (nombres de mandats / raison pour laquelle la coalition n'a pas été formée ; en italique la coalition qui a été formée)

ODS-ČSSD / 155 / inacceptable pour les deux partis en raison des pertes d'électeurs potentielles

ODS-KDU-ČSL-SZ-KSČM / 126 / inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM

ČSSD-KSČM-SZ / 106 / inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM

ČSSD-KSČM-KDU-ČSL / 113 / inacceptable en raison du caractère post-totalitaire du KSČM

ODS-KDU-ČSL-SZ / 100 / formée avec le soutien de quelques députés du ČSSD

risque, dans des cas extrêmes, de provoquer des scissions. Cette hypothèse explique les problèmes des sociaux-démocrates dans le processus de négociations post-électorales. La dernière illustration de la désunion au sein des partis politiques remonte aux élections de 2006 quand les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates essayèrent d'établir une coalition minoritaire soutenue par les communistes. Cette option ne fut pas admise par les adhérents du parti chrétien-démocrate, si bien que le leader du parti et le courant interne le soutenant durent démissionner.

De manière évidente, la possibilité de construire des coalitions au sein du système politique tchèque est limitée par plusieurs facteurs. Les sociaux-démocrates se sont interdits de travailler avec leur partenaire « naturel » à leur gauche par une décision de l'organe suprême du parti (la résolution dite Bohumin) et doivent donc rechercher des partenaires gouvernementaux au sein du centre, quand bien même la cohérence programmatique n'est pas au rendez-vous. Travailler avec le principal parti de droite pourrait apparaître comme l'option la plus pragmatique dans le but de réformer le pays (notamment en mettant en place un système électoral majoritaire, qui pourrait favoriser la stabilité gouvernementale). Toutefois, sur le long terme, cette solution renforcerait le parti communiste et brouillerait l'identité du parti aux yeux des électeurs.

L'existence du parti communiste tchèque (KSCM) constitue le problème stratégique des sociaux-démocrates sur le long terme, problème qui devra être résolu tôt ou tard. D'un côté, il y a une inclination naturelle à travailler avec un partenaire de gauche, de l'autre la société n'accepterait pas une coalition CSSD-KSCM. De manière récurrente en période de pré-campagne, la droite brandit la menace du retour au communisme en cas d'alliance entre les sociaux-démocrates et les socialistes.

Des problèmes stratégiques à gauche

L'existence du parti communiste tchèque (KSCM) constitue le problème stratégique des sociaux-démocrates sur le long terme, problème qui devra être résolu tôt ou tard. D'un côté, il y a une inclination naturelle à travailler avec un partenaire de gauche, de l'autre la société n'accepterait pas une coalition CSSD-KSCM. De manière récurrente en période de pré-campagne, la droite brandit la menace du retour au communisme en cas d'alliance entre les sociaux-démocrates et les socialistes. En la matière, le problème réside dans le degré certain d'indécision du CSSD. L'existence d'une gauche radicale ouvre la possibilité d'alliance officieuse et de circonstance sur certaines lois, mais la constitution d'une coalition législative officielle ne serait pas acceptée par les sociaux-démocrates, en raison de la décision prise par l'organe suprême du parti. Dès lors, il ne reste que deux options pour l'avenir. Dans le but de saper la base électorale essentiellement protestataire du KSCM, le CSSD pourrait décider de former un gouvernement avec le KSCM ouvert aux autres partis afin de constituer une coalition gouvernementale reposant sur des bases idéologiques. Cette solution aurait un impact de long terme sur l'électorat des socialistes. La seconde option serait, avant les élections, de convaincre les électeurs du fait que le CSSD ne travaillera pas avec les communistes au niveau gouvernemental dans le but de gagner les électeurs rationnels d'extrême gauche. Il s'agirait ici de convaincre les électeurs de gauche qui souhaiteraient un gouvernement de gauche de voter pour les sociaux-démocrates.

Cette stratégie est risquée à trois égards. Tout d'abord, cette stratégie ne marcherait pas sur celles et ceux qui préfèrent les communistes pour des raisons uniquement protestataires (on ne connaît pas leur nombre dans la mesure où les sondages diffèrent des résultats électoraux). Ensuite, cela pourrait conduire à un conflit avec le KSCM, qui pourrait en retour refuser un soutien législatif sans participation au gouvernement social-démocrate.

Enfin, en menant une campagne anticommuniste le CSSD pourrait gaspiller son énergie en période pré-électorale, au moment où il doit avant tout se différencier de l'ODS et attirer les indécis qui en général font le résultat des élections. Le problème que pose l'extrême gauche aux sociaux-démocrates a été confirmé par l'étude réalisée par l'agence américaine PSB « Se différencier des communistes » qui insiste sur la différenciation passive vis-à-vis des communistes avant les élections de cette année.

Le piège populiste

Les sociaux-démocrates tchèques se sont définis comme le principal parti pro-européen de gauche de l'ère post-communiste. Le CSSD bénéficie du plus important potentiel électoral, son succès dépend de sa capacité à mobiliser son électorat (ce qu'il ne parvient pas à faire sur le long terme, au regard des élections intermédiaires). Gauche et droite essaient de faire appel aux facteurs irrationnels du choix des électeurs, ce qui atteint des niveaux absurdes dans la pré-campagne des élections de cette année. Le chef du CSSD, Jiri Paroubek considère notamment les sondages comme un chrétien considère les saintes écritures et réajuste souvent la stratégie du parti en fonction de leurs résultats. Par conséquent le programme contient des promesses populistes irréalistes sur l'augmentation des impôts sur les hauts revenus, ce qui repousse les électeurs urbains éduqués et libéraux. À droite, l'ODS a élaboré une stratégie originale pour les élections de cette année. Les citoyens peuvent commenter son programme sur Internet, tout en le gardant secret pour au final en retirer les parties les plus controversées. La campagne s'appuie sur une critique personnelle du leader du CSSD et sur la menace (fréquente en période de pré-campagne) d'un retour des communistes en cas de constitution d'une coalition CSSD-KSCM après les élections. Si l'on analyse la démocratie dans une perspective purement économique, les partis tchèques (y compris les sociaux-démocrates) sont des acteurs extrême-

Si l'on analyse la démocratie dans une perspective purement économique, les partis tchèques (y compris les sociaux-démocrates) sont des acteurs extrêmement rationnels dans la mesure où ils ajustent leurs programmes politiques en fonction des désirs des électeurs dans le but de maximiser leurs chances de victoire. Dans cette optique, le parti le plus en avance est un petit parti de droite non présent au Parlement qui a dépassé le cadre de cette théorie en décidant de constituer son programme uniquement sur la base d'un sondage publié sur son site web.

ment rationnels dans la mesure où ils ajustent leurs programmes politiques en fonction des désirs des électeurs dans le but de maximiser leurs chances de victoire. Dans cette optique, le parti le plus en avance est un petit parti de droite non présent au Parlement qui a dépassé le cadre de cette théorie en décidant de constituer son programme uniquement sur la base d'un sondage publié sur son site web.

L'avenir des sociaux-démocrates

Les sociaux-démocrates représentent l'un des plus anciens partis tchèques. Historiquement, il a démontré sa capacité à s'adapter à tous les systèmes politiques. Même si le parti s'enorgueillit de ses résultats électoraux et du plus important électorat, il a besoin d'affronter plusieurs problèmes s'il souhaite gouverner. Tout d'abord, il doit modifier son programme afin de s'adresser aux électeurs du centre et le rendre compatible avec de futures coalitions gouvernementales. Ensuite, le parti doit se moderniser pour attirer un plus grand nombre de jeunes électeurs diplômés des grandes villes en se positionnant plus au centre. Enfin, il doit s'attaquer au problème que lui pose l'existence du parti communiste, dans la mesure où il limite le nombre

de coalitions gouvernementales possibles incluant le CSSD. Le parti communiste prend des électeurs au CSSD et est utilisé pour mener des campagnes négatives visant les sociaux-démocrates. Cela ne sera possible qu'à condition qu'il n'y ait pas de déchirements en interne, voire de perte du

caractère unitaire du parti, ce qui est souvent un problème pour les sociaux-démocrates. Le parti est particulièrement divisé sur les questions relatives au programme économique de libéralisation et de la question du travail en commun avec les communistes.

1 : ODA signifie « Alliance civique démocratique »

2 : US-DEU sont les initiales de la formation politique « Union de la liberté - Union démocratique ».